

# MASCARADE

## JOURNAL POLITIQUE

### ABONNEMENTS

Lyon

Un an . . . 8 fr.  
Six mois . 4 fr.

### LES ANNONCES

Se traitent de gré à gré.

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES  
S'adresser à l'imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5, et aux Facteurs-Réunis, passage des Terreaux

### ABONNEMENTS

Départements

Un an . . . 10 fr.  
Six mois . 5 fr.

Étranger

Un an . . . 12 fr.

### AVIS

Le tirage du dernier numéro de la *Mascarade* s'étant élevé au chiffre exceptionnel de 17,000 exemplaires, — nous avons été à un moment donné pris au dépourvu de munitions, c'est-à-dire de papier timbré.

Il en est résulté quelques retards et certaines interruptions dans la livraison et la vente du journal.

Aujourd'hui nous avons pris les mesures et les précautions nécessaires pour que ces inconvénients ne se renouvellent pas, et que nos lecteurs ne soient plus exposés à attendre.

### BONIMENT



A l'heure où nous traçons les premières lignes de cet article, nous sommes dans une telle pénurie, dans un dénûment de nouvelles positives, que nous nous sommes vus solliciter la charité.

Et notre chapeau aux nouvelles s'il vous plaît! Certain en effet que la belle-sœur de Barbe-bleue était auprès de nous une femme excessivement renseignée, car, malgré que nous demeurions à un étage assez élevé, nous avons beau interroger l'horizon en tous sens, même avec une forte jumelle de théâtre, — nous ne voyons ni Bazaine qui poudroie, ni Macdon qui verdoie, ni le moindre colleur de papier qui s'approche.

Le reste, M. le comte de Palikao, ministre de la guerre, ayant pris le soin de déclarer à la chambre qu'il ferait fuir immédiatement tout officier qui donnerait des renseignements sur la marche des Prussiens, ou même tout député qui en demanderait, cela a jeté un certain

froid parmi les gens curieux, et nous comprenons sans peine qu'on ne s'expose pas à recevoir douze balles dans le corps et une treizième dans l'oreille pour le plaisir de savoir que trois hulans se sont emparés d'une ville de trente mille âmes, pendant que le maire nommé par l'empereur fuyait vers des rives meilleures, ou dissimulait sa personnalité au fond d'une cave.

Evidemment, certainement, on s'est battu, on se bat tous les jours, mais où, mais comment, mais dans quelles conditions, mais avec quelles chances, mais avec quels succès?

Nous n'en savons rien officiellement, rien de rien.

Mon Dieu, nous voulons croire que le secret rigoureux, le mystère impénétrable qu'on nous impose depuis douze jours, est absolument nécessaire à la réussite de nos mouvements stratégiques, car le moment serait mal venu de jouer à cache-cache; mais nous ne saurions dissimuler que par son silence obstiné le ministère accumule sur ses portefeuilles une lourde et écrasante responsabilité.

Vienne le succès, vienne une victoire qui change la marche des Prussiens sur Paris en une retraite précipitée sur Berlin, — oh! alors, «très-bien, très-bien», nous écrirons-nous avec cette excellente majorité. Alors nous nous consolons facilement, même les dames, de notre discrétion forcée, et les ministres pourront nous tendre leurs têtes pour que nous les couronnions de fleurs.

Mais que par une fatalité attachée à nos armes, par une trahison de la fortune, par l'impétuosité de quelque chef de corps qui aura oublié un parc de cent canons, — nous voyons la victoire désertir nos drapeaux, nous soyons débordés, submergés par les hordes teutoniques, — alors dans un semblable désastre, n'aurons-nous pas le droit de dire au ministère du

9 août :

« Vous avez été présomptueux et téméraires; dédaignant de vous appuyer franchement sur le pays qui vous offrait sa forte épaule, préférant vous étayer contre une dynastie ébranlée et branlante, vous avez voulu supporter seuls le poids du salut de la France, sans réfléchir si vous aviez pour cela assez de solidité aux reins et de muscles aux jarrêts;

Vous avez clos nos lèvres, fermé nos yeux et bouché nos oreilles, et aujourd'hui que nous voyons, que nous parlons, que nous entendons, — il est presque trop tard. »

Voilà le langage accablant, voilà les reproches terribles auxquels s'exposent nos ministres, en cas d'une défaite, dans la lutte gigantesque qui se prépare depuis deux jours;

Mais disons-le franchement, cette défaite nous n'y croyons pas, cette défaite elle est impossible, car en admettant comme vraies toutes les nouvelles de source anglaise, belge ou prussienne, qui nous détaillent par le menu les forces innombrables de nos envahisseurs, en acceptant tous les charlatanismes d'outre-Rhin et d'outre-Manche, en croyant à tous les mensonges du roi Guillaume, — nos héroïques soldats ne combattront pas moins d'un contre deux, — et c'est tout ce qu'il faut.

Seulement, qu'on se dépêche, qu'on se hâte, car vraiment il est temps d'en finir.

Il est temps d'en finir avec ces bandits qui pillent, dévastent et brûlent trois de nos provinces et neuf de nos départements, qui n'affichent des proclamations hypocritement humanitaires que pour inspirer une confiance qui facilite leurs rapines.

Il est temps d'en finir avec ces affamés et ces avanglés qui s'abattant sur les habitations et sur les fermes comme des chiens maigres en quête de victuailles et d'os à ronger, fusillent les paysans et assomment

les vieilles femmes.

Il est temps d'en finir avec ces Bava-rois ridicules, ces bras-armés de bière qui nous ont inondés de leur relavaille malsaine, avec ces marchands de porcelaine de Saxe qui n'existeraient pas sans la France, avec ces maîtres d'hôtel et ces garçons de café Badois qui crèveraient de faim et de misère, si chaque année nos petits crevés et nos cocottes n'allaient vider leurs porte-monnaie dans leurs tire-lires.

Il est temps d'en finir, oh oui! car l'âme se fend et le cœur saigne au spectacle de ces dévastations, de ces fusillades, de ces meurtres, de ces bombardements, de ces vols à main armée, de ces misères accumulées, de ces familles errantes et dispersées, de cette épouvantable ruine et de cette immense douleur, dont l'écrasement accable l'Alsace, la Lorraine et la Champagne.

Il est temps d'en finir, parce que de toutes ces fosses communes où gisent nos paysans assassinés, de tous ces champs où pourrissent les récoltes pillées et piétinées par les souliers prussiens, de toutes ces maisons brûlées, de tous ces monuments sauvagement bombardés, de toute cette terre encore humide du sang de nos soldats et de nos compatriotes, s'élève un long cri de malédiction et de vengeance.

Mais comme il faut qu'aux choses les plus odieuses et les plus navrantes, se mêle un élément grotesque, il s'est trouvé en France quelques députés d'office et quelques journalistes de cuisine, qui essayant de tendre la perche à un gouvernement qui barbotte, — ont eu l'impudence de dire et d'écrire :

« Ces ruines, ces dévastations, ces meurtres, ce long cortège de misères que l'invasion Prussienne a traîné à ses derrière, — c'est l'opposition qui en est cause.

« L'Alsace, la Lorraine, la Champagne

### FEUILLETON DE LA MASCARADE

#### LE CERCLE DES DÉGOMMÉS.

*L'huissier annonçant.* — Le général Steinmetz!  
*Le maréchal Lebauf.* — Hein? quoi! comment, c'est vous, général.... pas possible! Ah.... permettez que je vous serre la main comme.... confrère:

J'ai connu le malheur et j'y sais compatir...

*Steinmetz.* — Merci, maréchal, de votre vers de condoléance; je n'attendais pas moins d'un guerrier aussi...

*Le maréchal Lebauf.* — Valeureux, n'est-ce pas? Maintenant dites-moi par quel concours de circonstances vous avez été appelé à faire partie de notre petite réunion?

*Steinmetz.* — Oh! c'est bien simple, maréchal. Vous savez que j'étais à la tête d'un corps de cent vingt mille hommes...

*Le maréchal Lebauf.* — Moi, du tout, je ne savais pas ça...

*Steinmetz.* — Comment! vous ne le saviez pas?

*Le maréchal Lebauf.* — Pas le moins du monde.  
*Steinmetz.* — Ah ça, voyons! n'étiez-vous pas major-général de l'armée française au début de la campagne?

— Parfaitement.

— Eh bien, vous me ferez croire que vous ignoriez l'effectif au moins approximatif de nos forces?

— En vérité, mon cher, vous êtes étonnant; est-ce que vous croyez qu'on peut tout savoir? — Dites-moi, Lebrun, est-ce que je savais que le général Steinmetz était à la tête d'un corps de 120,000 hommes?

*Le général Lebrun.* — Sur ma parole, maréchal, vous n'en saviez rien.

*Le maréchal Lebauf.* — Ah! vous voyez. Et vous, le saviez vous?

*Le général Lebrun.* — Pas davantage, maréchal. — Du moment que vous-même.... je ne me serais certainement pas permis comme inférieur...

*Le maréchal Lebauf.* — Etes-vous convaincu maintenant? Nous étions tous comme ça au quartier-général....

*Le général Steinmetz.* — Enfin, que vous le sachiez, oui ou non, le roi Guillaume m'avait confié le commandement de cent vingt mille hommes. — Avec cette armée, j'ai livré quatre batailles, remporté quatre victoires, quatre ou cinq, je ne sais plus bien au juste...

*Le maréchal Lebauf.* — Oui, on ne compte pas avec les amis.

*Steinmetz.* — Seulement, il s'est trouvé qu'après tous ces triomphes, mon armée était sensiblement diminuée...

*Le maréchal Lebauf.* — Dame! ça se comprend: combien vous restait-il d'hommes?

*Steinmetz.* — Oh! quatre ou cinq mille...

— Bigre!

— Sur lesquels quinze cents blessés...

— Matin...

— De sorte que le roi Guillaume s'est mis dans une fureur bleue contre moi, m'a traité de vieille...

suffit, et finalement m'a...

*Le maréchal Lebauf.* — Bon, je comprends, ça me connaît.

*Steinmetz.* — Comme s'il était possible, je vous demande un peu, de faire battre des hommes sans qu'il s'en tue.... quelques-uns.... quatre-vingt ou cent mille....

*Le maréchal Lebauf.* — C'est évident! que voulez-vous, mon pauvre ami? souvent pour les erreurs les plus légères, on se trouve disgracié, tandis que.... tenez, laissez-moi vous offrir quelque consommation pour vous reconforter contre ces infortunes.

*Steinmetz.* — Merci, je ne prends rien.

— Pas même Metz.

*Le maréchal Lebauf.* — Hein? quel est l'animal qui se permet de faire de l'esprit? Je ne connais personne ici de capable.... Serait-ce vous, Lebrun?

*Le général Lebrun.* — Oh! par exemple, maréchal! vous savez bien...

*Le maréchal Lebauf.* — En effet, ça m'étonnerait. — Alors ce ne peut être que le garçon. — Eh bien, mon vieux Steinmetz, puisque vous êtes insensible aux rafraîchissements, je vais, si vous le voulez bien, vous présenter quelques-uns des membres les plus illustres de notre cercle...

*Steinmetz.* — Ah! de grand cœur!

*Le maréchal Lebauf.* — Voici M. Emile Olivier, l'ancien chef du cabinet du 2 janvier.... un orateur bien remarquable...

*Steinmetz.* — En effet, j'ai beaucoup entendu parler...

*Emile Olivier.* — N'est-ce pas, général, qu'on me connaît en Prusse? On me connaît partout, voyez-vous, en Allemagne, en Russie, en Angleterre, en Espagne, à Dragignan et à St Tropez; — sous les lambris dorés comme sous les toits de chaume, dans les cités populeuses et bruyantes, comme dans les campagnes silencieuses où l'on n'entend que le murmure du vent à travers les feuilles, sur les places publiques, comme dans les vastes prairies où paissent les grands bœufs, le long des trottoirs comme le long des ruisseaux, — chaque fois qu'on prononce mon nom, il y a un écho qui répète: « Ah! oui, grand ministre! »

*Le maréchal Lebauf.* — Et dire qu'on a renvoyé un homme qui parle comme ça....

*Emile Olivier.* — Hélas, collègue, c'est

désolées, ravagées, tondues comme un œuf, les villes incendiées, les populations décimées, nos soldats écrasés sous le nombre, — tout cela doit retomber sur la tête de l'opposition, tout cela c'est la faute à la Gauche !

« C'est la faute à la Gauche qui a paralysé les efforts du gouvernement, qui a exigé des diminutions de budget et de contingent, qui par sa mauvaise volonté a empêché l'organisation de la garde mobile.

C'est la faute à la gauche, au parti démocratique et républicain, ce galeux, ce pelé, d'où nous vient tout le mal...

« Tandis que le pauvre, l'innocent, le confiant, l'honnête, l'infortuné gouvernement a été indignement joué, berné, trompé, *trahi* par ces misérables démocrates... »

Cela vous paraît inouï, impossible, invraisemblable, eh bien cela a été dit et imprimé, et vraiment, lorsqu'on se trouve en présence de pareilles monstruosité, on se demande quel est celui de ces deux sentiments qui doit l'emporter :

Ou l'indignation légitime qu'excite l'effronterie mensongère d'un politique éhonté ;

Ou le rire de pitié que provoquent les pasquinades d'un paillasse de foire

C'est la faute à la Gauche !

Ah ça nous somme donc devenus bien imbéciles, bien idiots, bien demollis, pour qu'une semblable allégation puisse être exprimée sans que ses auteurs soient hués et conspués d'un bout de la France à l'autre !

Ainsi c'est la Gauche qui depuis dix huit ans tient entre ses mains le gouvernement du peuple Français !

C'est la Gauche qui a voté tous les budgets, et approuvé tous les emprunts !

C'est la Gauche qui a surveillé et contrôlé les dépenses du ministère de la guerre ?

C'est la Gauche qui a le commandement des armées de terre et de mer ?

C'est la Gauche qui a des aides de camp qui se nomment Lebœuf, Frossard et de Faily !

C'est la Gauche qui a poussé à la guerre contre la Prusse ?

C'est M. Jules Favre qui a dit à la chambre : nous déclarons la guerre d'un cœur léger.

C'est M. Gambetta qui a dit à la même chambre avec une assurance toute martiale : — nous sommes prêts !

C'est encore M. Gambetta qui major général de l'armée du Rhin, a laissé écraser deux corps armés par des forces décuplés dont il ne soupçonnait pas l'existence !

C'est M. Ernest Picard qui général en chef du corps Frossard, n'est arrivé sur le champs de bataille de Forbach qu'à cinq heures du soir ?

Ah tenez, nous avons fait en ce moment une trêve patriotique vis-à-vis de l'empire, nous avons consenti à oublier

l'existence et le nom d'une dynastie, à laisser le chef du pouvoir, confiné dans son isolement et dans le rôle effacé qui lui est dévolu ;

Mais il ne faut pas que des provocations imprudentes et impudentes viennent réveiller les colères qui sommeillent et les indignations endormies.

Il ne faut pas que des amis maladroits et effrontés cherchent à déplacer une responsabilité qui pèse sur une seule tête, d'après les termes mêmes de la Constitution ;

Parce qu'alors la réplique serait trop aisée, parce qu'alors il serait trop facile, en montrant nos provinces fumantes et ensanglantées, de dire au pouvoir personnel.

— Qu'as-tu fait de la France ?

Jacques BARBIER.

Samedi, 1 heure du matin.

Nous interrompons notre tirage, et nous remplaçons une note peu rassurante insérée dans nos trois mille premiers exemplaires, par la dépêche suivante arrivée depuis une heure et donnée comme officielle :

Prussiens complètement battus par Mac-Mahon.

40 canons.

10,000 prisonniers.

Deux divisions prussiennes poursuivies à outrance.

Le 30 et 31 Bazine s'est battu nuit et jour. L'ennemi est complètement en déroute.

Allons, allons, cette fois, voilà le commencement de la fin, et les Prussiens peuvent se compter afin de savoir combien d'eux repasseront le Rhin.

On va même jusqu'à dire que le prince royal serait mort à Nancy, et que son papa Guillaume aurait perdu la tête.

Ceci sous réserve bien entendu, quoiqu'à vrai dire nous sachions depuis longtemps que l'époux d'Augusta ne jouit pas ordinairement de la plénitude de ses facultés mentales, surtout quand il a bu un petit coup de picon.

J. B.

### Nouvelles de la Guerre

— Les dégoûtés *Potdevin* et *Auban Moet-Romont*, ainsi que le maire de Châlons, *Perrier*, viennent à eux trois de former un corps de francs-tireurs destiné à protéger... l'entrée des ulhans dans les villes françaises.

— On nous annonce que le général de division Jérôme-Napoléon Bonaparte — retour de mission — va être mis à la tête d'une compagnie de... déménagement. Il entrera en fonctions sous peu.

— MM. les sénateurs ont été avertis qu'ils devaient immédiatement quitter Paris, comme étant des bouches inutiles.

Les approvisionnements de la capitale seraient insuffisants pour nourrir les membres du Sénat qui, ainsi qu'on le sait, est un des plus grands corps de l'Etat.

— Des personnes mal informées et irrévérencieuses assurent que la princesse Mathilde a demandé à faire partie du comité de défense de Paris.

sort de tous les grands hommes d'être méconnus pendant leur vie ; mais je prépare un ouvrage aussi remarquable par la pureté du style que par l'élevation des idées, qui me vengera des iniquités de nos contemporains...

*Le maréchal Lebœuf.* — Vraiment, et sous quel titre ?

*Emile Ollivier.* — Ma justification.

*Le maréchal Lebœuf.* — En combien de volumes ?

*Emile Ollivier.* — Trente-cinq.

*Le maréchal Lebœuf.* — Alors ce sera long, — est-ce que vous ne pourriez pas, par la même occasion, glisser quelques lignes pour expliquer que moi-même...

*Emile Ollivier.* — Vous n'y pensez pas, maréchal : alors il me faudrait soixante-dix volumes. — Du reste j'ai pour coutume de ne parler absolument que de moi dans mes ouvrages...

*Le général Steinmetz.* — Quel est ce monsieur là-bas qui compte sur ses doigts ?

*Le maréchal Lebœuf.* — C'est M. Ségris, notre ancien ministre des finances ; un calculateur émérité ; d'une habileté, d'une perspicacité, tenez, vous allez voir... Quel est, mon cher collègue, le problème ardu qui paraît vous absorber...

*M. Ségris.* — Ah ! c'est vous, maréchal ! Ecoutez, voilà une heure que je cherche à résoudre cette question mathématique. — Etant donné un budget qui comporte un effectif de cinq cent mille hom-

mes, et un effectif réel de trois cent mille hommes seulement, où diable a pu passer le reste...

*Le maréchal Lebœuf.* — Quelle bêtise !

*L'huissier annonçant.* — M. Potdevin !

*M. Ségris.* — Serait-ce une allusion ?

*Steinmetz.* — Du tout, c'est le préfet de Nancy.

*Le maréchal Lebœuf.* — Tenez, vous le connaissez ?

*Steinmetz.* — Parbleu ! n'est-ce pas un de nos amis ?

*Le maréchal Lebœuf.* — C'est vrai, au fait...

*M. Potdevin.* — Messieurs, j'ai bien l'honneur...

*Le maréchal Lebœuf.* — Bonjour, Potdevin ; allons vous voilà aussi des nôtres... mais comme vous êtes fatigué ? Pas de chemise, pas de bas, et peine des souliers... un habit en loques, des pantalons rapiécés et un chapeau défoncé.

*M. Potdevin.* — C'est tout ce qu'ils m'ont laissé...

— Comment ! les Prussiens ?

— Hélas !

— Eux qui se conduisaient si bien...

— Ah ! comme ils m'ont trompé, les brigands !

*Le maréchal Lebœuf.* — Pas si fort, Steinmetz pourrait vous entendre...

*M. Potdevin.* — Steinmetz, un prussien ici ! vite un placard, que je me cache...

*Le maréchal Lebœuf.* — Bah ! vous exagérez la timidité...

*M. Potdevin.* — Un placard, je vous dis, ... il me prendrait ce qui me reste de mes colottes.

S. A. se baserait sur ce point qu'étant aussi grosse qu'un éléphant, elle a le droit de siéger dans un comité de défense.

— Le général de Faily, que la faveur impériale seule avait promu au commandement d'un corps d'armée, s'est vu retirer ce commandement par le ministère à l'unanimité. Il a repris son poste d'aide-de-camp de l'empereur.

Et ces deux grands débris.....

— Quelques journaux prétendent que la viande de boucherie a beaucoup augmenté. Nous sommes pourtant certains que *Lebœuf* a subi une baisse notable.

— On n'ignore pas que l'armée allemande est toujours fourrée dans les bois, et pourtant son chef, le roi Guillaume, est toujours dans les vignes.

— D'après nos renseignements, la cause de la révocation de Steinmetz ne serait pas celle qu'on a indiquée.

Voici la raison de cette disgrâce : Guillaume s'est aperçu dernièrement que Steinmetz supportait le vin mieux que lui, ce qui l'a fort irrité contre ce général.

— « Notre Fritz » se fait appeler par ses troupes le prince en avant. Par jalousie, Frédéric Charles se propose de prendre le nom de duc d'en face.

— L'armée prussienne souffre beaucoup des pieds. Nous ne nous en étonnons nullement, ayant toujours pensé que sa base n'était pas solide.

Au commencement de la guerre, c'est surtout la tête qui a fait souffrir l'armée française.

— Guillaume a levé les derniers bans de sa landwehr.

Tous ces bans, — disait un zouave, — nous allons nous asseoir dessus.

— Entre deux quêteurs de nouvelles :

— Savez-vous où était dernièrement l'empereur ?

— L'empereur ! à Reithel.

— Comment ! l'empereur, arrêtez-le ?

— Mais non, je vous dis : l'empereur était à Reithel.

Ce qui est bien différent.

X. LEFRANC

### Une œuvre utile

Il y a quelque part, dans un entrepôt, dans une remise, ou sous un hangar, douze ou quinze mille kilogrammes de bronze, représentant un nommé *Vaisse*, ancien sénateur de l'empire et seizième d'agent de change.

Cette effigie qu'on n'a pas osé jusqu'à ce jour hisser sur un piédestal quelconque, a coûté aux Lyonnais la somme ronde de soixante mille francs.

Or, comme le moment est passé des prodigalités inutiles et des gaspillages d'argent, comme il faut faire fêche de tout bois et de tout fer contre les Prussiens ;

*L'huissier annonçant.* — Le général de Faily !

*Le maréchal Lebœuf.* — De Faily ? Encore un ! mais décidément c'est une pléiade...

*Le général de Faily.* — Salut, maréchal...

*Le maréchal Lebœuf.* — Eh bien, mon pauvre ami, nous avons dû ne faire quelque bêtise ?

*De Faily.* — Mon Dieu non, — un simple oubli...

*Lebœuf.* — Vraiment, un caisson que vous avez laissé en gare, quelques trainards que vous n'avez pas fait rejoindre...

*De Faily.* — Non, non.

*Lebœuf.* — Moins que ça peut-être... Des effets de cambrément, voir e valise ?

*De Faily.* — Rien de tout cela.

*Lebœuf.* — Alors je ne m'explique pas la sévérité...

*De Faily.* — J'ai oublié mon parc d'artillerie...

— Hein ?

— De cent canons !

— Oh ! sacrebleu !

*De Faily.* — Quoi ! qu'avez-vous à sauter ainsi ?

*Lebœuf.* — Excusez-moi, c'est que voyez-vous, la surprise... car vrai, celle-là est trop forte, et moi-même je n'aurais pas été capable... N'est-ce pas, Lebrun, que je n'aurais pas été capable d'oublier... peste, mon cher, vous allez bien, cent canons d'un coup ! compliments, compliments.

*De Faily.* — En vérité, je suis confus... ces

Nous demandons que le bronze inutile et honteux de la statue du nommé *Vaisse*, soit remis à la fonte, et qu'on en confectionne des canons, des boulets ou de la mitraille.

De cette façon nous regretterons moins les soixante mille francs que nous a imposés la reconnaissance de la commission municipale, et le sénateur *Vaisse* aura servi à quelque chose. J. D.

### DEFILE DE LA SEMAINE

La garde nationale continue à s'organiser avec une sage lenteur.

Cette semaine quelques bataillons, pas tous, oh non ! ont procédé à l'élection de leurs officiers et sous-officiers.

La semaine prochaine, les officiers et sous-officiers se feront confectionner leurs uniformes.

Dans quinze jours on convoquera peut-être les compagnies pour leur apprendre les manœuvres élémentaires.

Enfin il est possible que d'ici à trois semaines ou un mois, on commence à distribuer une trentaine de fusils par jour.

Quant aux cartouches, il ne peut pas en être question avant la rentrée des tribunaux.

Ce serait pourtant le moment de se presser un peu.

Les Prussiens ne sont pas encore à nos portes, c'est vrai, et on n'a pas aperçu de ulhans à Villeurbanne ni à Collonges ; — mais le jour où Paris étant assiégé, les soldats de notre Fritz pourront se rendre maîtres du chemin de fer de Lyon, pensez-vous que ces messieurs ne seront pas tentés d'envoyer par le premier train un ou deux régiments qui viendraient rançonner notre bonne ville et lever une contribution de guerre qui les dédommagerait du four complet de leur emprunt ?

Alors avec quoi nous défendrons-nous contre ces pillards ?

Sera-ce avec les proclamations de M. Sénier ?

Et devons-nous subir tranquillement les déprédations de ces bandits, à l'instar de Nancy, d'Épernay et de Chalons ?

Non évidemment, à nos réunions locales, nous sommes à Lyon assez d'hommes de virilité, pour que des trois ou quatre bataillons de grands chemins qui prendraient fantaisie de venir visiter nos quais, il n'en retournerait pas un raconter à ses camarades ses impressions de voyage.

Seulement si Lyon avait ses quarante mille gardes nationaux organisés et armés d'un fusil, même à tabatière, il est probable qu'ils excellent à la chance d'exposer d'un de main, malgré les convoitises que leur inspirent les richesses de notre opulente cité.

Malheureusement le gouvernement de ses millions de oui, a tant de confiance dans l'affection de ses sujets, qu'il ne peut se résoudre à délivrer un fusil à un homme valide, sans se faire à part cette petite réflexion : — Sacrebleu, s'il allait s'en servir pour me tirer dessus ?

— Parfaitement.

— Alors vous devez savoir ça : toute la matinée, nous avons discuté avec Lebrun, sur la question de savoir si nos régiments de ligne portaient des pantalons rouges ou des pantalons bleus... Lui tient pour le rouge et moi pour le bleu... Quel est votre avis à vous ?

*De Faily.* — Les pantalons de la ligne... c'est... attendez... Voyons que je réfléchisse un peu ; je n'ai jamais bien regardé je vous dirai... ça doit être... Mais pourquoi diable courez-vous à la fenêtre ?

*Lebœuf.* — De Faily, mon cher, faites battre aux champs, et vive !

*De Faily.* — Quoi ! qu'est-ce qui vous arrive ?

*Lebœuf.* — Je vous dis de faire battre aux champs, voilà un nouveau collègue qui se présente à notre cercle ; allons, allons, sonnez du clairon vous-même, s'il le faut !

*De Faily.* — Ta ta, ta ta, ta ta....

*L'huissier annonçant.* — Messieurs...  
La suite à un prochain numéro.

L. LEGLAIS.

Et voilà pourquoi votre fille est muette.

M. Bertrand, ancien pharmacien, nous prie d'annoncer qu'il tient à la disposition de l'administration une vaste maison, située chemin de Combe Blanche, et pouvant contenir 40 ou 50 lits militaires.

Nous savons, d'autre part, que plusieurs particuliers ont fait à la préfecture des offres identiques, mais on ne se serait pas donné la peine de répondre.

Pourquoi cette négligence ou ce dédain?

Les ressources officielles sont-elles si abondantes qu'on puisse se passer du concours patriotique des particuliers de bonne volonté?

Où bien nos soldats blessés ne doivent-ils être soignés et guéris qu'administrativement et dynastiquement?

A propos des blessés, nous avons reçu une lettre indignée d'un habitant de St-Etienne, touchant une mystification assez déplacée dont les Stéphanois auraient été victimes.

La semaine dernière on leur annonce un convoi de soldats blessés.

Un grand nombre d'habitants s'empres- sent d'aller à leur rencontre; on leur jette des fleurs comme à des héros; on les installe dans les salles réservées; puis lorsque les infirmières veulent panser leurs blessures, que découvre-t-on? Que ces blessures viennent, non pas de Mars, mais de Vénus!

Nos voisins sont furieux et il y a vraiment de quoi. Nous aimons à penser que la chose a eu lieu sans intention, car autrement ce serait un outrage inqualifiable fait à leur dévouement patriotique.

Le même correspondant nous signale un fait que nous avons peine à croire: à savoir qu'en ce moment où toute la France demande des armes, où il y a disette de fusils, où la plupart des gardes nationaux ne sont armés que d'un képi, — la manufacture de Saint-Etienne aurait ralenti ses travaux pour la France et déploierait principalement son activité à confectionner des chassepots pour la Hollande!

Encore un coup, nous ne pouvons y croire, et nous attendons, soit un démenti du directeur de la fabrique, soit l'intervention de l'autorité dans le cas improbable où une pareille chose serait vraie.

offrir aux Prussiens, une prise de tabac en poudre.

NECTOR PÉRIÉ

## Informations

JOURNAL OFFICIEL.

— On croit avoir aperçu quelque part deux ulhans; mais nous donnons sous toutes réserves cette nouvelle qui nous arrive d'une source que nous ne pouvons garantir.

— Le prince royal continue sa marche sur Paris, à moins qu'il ne se dirige vers le nord ou vers le sud.

Il est aussi fort probable que l'armée du prince héritier se soit arrêtée.

— Du quartier-général, on ne télégraphie absolument rien.

Le gouvernement s'empresse de porter à la connaissance du public cette importante nouvelle.

JOURNAUX OFFICIEUX.

Nous savons exactement où se trouvent MacMahon et Bazaine, mais pour une décharge de mitrailleuses, nous ne dirons rien; — nos lecteurs comprendront aisément pourquoi.

— Il résulte de nos renseignements particuliers que la jonction entre nos deux armées est opérée, — à moins qu'elle ne le soit pas encore tout-à-fait.

Dans tous les cas, il faut s'attendre à d'importantes nouvelles d'un instant à l'autre.

— Nos correspondants nous adressent des dépêches très-sérieuses desquelles il découle que de graves événements se préparent.

Impossible de préciser davantage sans faire connaître la position de nos armées que nous connaissons parfaitement.

Ministère de l'intérieur.

Dernières nouvelles.

Rien du théâtre de la guerre.

AUX CHAMBRES.

— 1<sup>er</sup> Député. M. le ministre de la guerre pourrait-il nous dire si vraiment le roi Guillaume occupe une partie du territoire avec des forces considérables?

— Le général Palikao. Si je savais qu'un officier se permit de donner un tel renseignement, je le ferais immédiatement fusiller.

tion, et vous prie d'agréer l'assurance de ma parfaite considération.

« Le directeur de la succursale,

« MONET. »

Cette lettre a été suivie d'une entrevue, dans laquelle M. Monet nous a expliqué que la situation de la Banque de France était en ce moment des plus difficiles; que forcément il devait se produire quelques mécontentements, quelques vexations dans le public, mais qu'il fallait en accuser moins la Banque de France que les circonstances que nous traversons.

M. Monet a ajouté qu'il croyait avoir rendu de très-réels services à l'industrie lyonnaise, notamment en acceptant tous les warrants du magasin général des soies, à quelque somme qu'ils pussent s'élever, — mesure qui, en raison des énormes approvisionnements de soie de notre place, a prévenu beaucoup de ruines et de catastrophes financières.

Nous sommes toujours disposés à accepter les explications franches et loyales qui nous sont données, et à ce point de vue nous reconnaissons toute la valeur des arguments du directeur de la succursale de Lyon.

Incontestablement, la Banque, pas plus que les autres établissements financiers ne sont sur un lit de roses en ce moment, et le public doit se résigner à supporter sans trop d'impatience et de mauvaise humeur, les mille et un désagréments d'une situation que la Banque n'a pas créée.

Néanmoins nous persistons à penser que certaines formalités, qui ne sont que des formalités telles que les visas et contrôles constamment renouvelés des commissaires de police, pourraient être épargnés aux industriels sans qu'il en résultât une sécurité de plus et une garantie de moins pour la Banque de France.

J. B.

## Les Jacqueries.

Quelques bêtes brutes et féroces les exploits de Trestraou dans un feu de Midi, M. de

noeuve qui doit écraser définitivement ces gre- dins de Français.

Bismark. Ce qu'on appelle chez eux, — le coup du lapin.

Guillaume. Le coup du lapin, parfaitement. La jolie expression que vous avez là, Bismark, le coup du lapin, il faudra que je l'apprenne à Augusta; mais ne nous écartons pas de notre sujet. — Il est entendu, mes fidèles, que depuis dix jours nous n'avons cessé de tailler les Français en pièces, n'est-ce pas Charles?

Le prince Charles. Mon Dieu, Sire, puisque vous y tenez...

Guillaume. Comment! puisque j'y tiens; certainement que j'y tiens; on dirait, par mon casque! que vous avez l'air d'en douter, beau neveu... Et toi Steinmetz, nieras-tu que nous ayons taillé les Français en pièces.

Steinmetz. Mon Dieu, Sire, si cela peut vous être agréable...

Guillaume. Et vous, Gœben?

Gœben. Mon Dieu, Sire, du moment que vous le dites...

Guillaume. Et vous, de Roon?

De Roon. Mon Dieu, Sire, puisque vous l'avez télégraphié à la reine...

Guillaume. Ah ça, que signifient ces hésitations, ces réticences? Je vous dis, moi, que nous avons taillé les Français en pièces, tarteifle! En reste-t-il encore, Bismark?

Bismark. À peine la moitié d'un, Sire.

Guillaume. A la bonne heure, voilà un homme qui me comprend. Dans ces conditions, mes fidèles, nous n'avons qu'une chose à faire, marcher sur Paris et vivement. — Allons en route!

Le prince Charles. Pourtant, Sire, nous avons Bazaine qui...

Guillaume. Je vous dis, mon neveu, que Bazaine est taillé en pièces...

Steinmetz. Sans doute, Sire, mais tous ces combats nous ont coûté des pertes consi...

Gœben. ...dérables, et...

Guillaume. Hein des pertes? Qui me parle de pertes, des pertes? Vovon? aurions-nous perdu quelqu'

Bismark. Pas

Guillaume

aucune rais

De Ro

drez

## LA MASCARADE

Quelques personnes se sont demandé ce que vont devenir tout les sujets de Bismark chassés de Paris? Oh mon dieu, c'est bien simple; Lyon en recueillera sans doute une bonne part.

Nous avons ici pas mal de commerçants, banquiers, industriels qui seront trop heureux de leur livrer leurs comptoirs et leurs caisses.

Il est de tradition chez certains de nos négociants que seuls les allemands savent faire une addition et ces messieurs préféreraient fermer boutique que de se priver des services des Tudesques.

Les employés Français vont se faire écharper pour la défense de la patrie, soldats ou mobiles;— on les remplacera par des Badois, des Bavares ou des Prussiens, par les frères ou amis de ceux qui en ce moment massacrent les nôtres.

Voyez comme c'est commode pour la colonie mâle allemande dont notre ville est particulièrement le dépôt. Ils échappent à nos balles et à nos mitrailleuses et en même temps ils palpent— le cœur léger, comme autrefois Ollivier,— ils palpent les appointements que nos négociants se procurent la satisfaction de leur accorder.

Messieurs les chefs de maisons commerciales ne croient-ils pas qu'il est suffisant d'avoir donné pendant si longtemps l'hospitalité et les meilleurs emplois, — au détriment des Français — à ces milliers d'espions forcés qui aujourd'hui pillent nos villes et tuent lâchement nos concitoyens?

Ne serait-ce pas faire acte de patriotisme que de renvoyer à Guillaume tout ces confédérés gagnant notre argent, et de les remplacer par nos nationaux que la guerre a mis sur le pavé en les privant de leurs places?

Mais n'oubliez pas que les employés allemands chez certains négociants que nos pauvres citoyens ont vus disparaître en nombre absent de nos villes, les Allemands qui ont posé...

Parmi eux l s'en trouvera qui auront dévasté notre pays, volé nos concitoyens, fusillé nos paysans, détruit nos propriétés, incendié nos villes, égorgé nos femmes, assassiné des Français sans défense, commis en un mot toutes les atrocités qui signalent de toutes parts le passage de leurs bandes.

Et pourtant on leur fera patte de velours et ils continueront pour la plus grande gloire de *notre Fritz* et de son *cochon* de papa — comme l'appellent les mobiles — à encombrer les bureaux et les comptoirs, et à en empocher nos écus.

Oh ces Allemands! quand ils ont envahi une ville, c'est comme les cafards dans une maison,— plus moyen de s'en débarrasser.

HECTOR PÉRIÉ.

## TRAITÉ DE PAIX

Offert par la *Mascarade* à l'Allemagne

Pour mettre un terme à la guerre qui désole en ce moment la France et l'Allemagne et afin d'éviter à l'avenir de nouvelles complications, de nouvelles ruines et de nouvelles boucheries, la France offre à l'Allemagne, — sans l'intermédiaire du *Times*, — le traité de paix suivant. Au besoin elle l'imposera :

Art. 1. — Le nommé Bismark sera déporté pour le restant de ses jours à la Nouvelle-Calédonie.

Art. 2. — Guillaume I<sup>er</sup> descendra immédiatement de son trône, et ira s'établir avec sa lignée hors de l'Europe, dans le pays qu'il choisira, et où il pourra, à son aise, boire des alcools et invoquer le Dieu des armées.

Art. 3. — La Prusse restituera au Danemark les provinces qu'elle lui a volées en 1866, et tout en conservant ses limites actuelles à l'Est, au Sud et au Nord (moins le Sleswig-Holstein), aura à l'Ouest le Rhin pour frontière.

Art. 4. — Ainsi constituée territorialement, la Prusse aura la faculté de choisir la forme de

gouvernement qui lui conviendra.

Si les Prussiens ne peuvent se passer d'un monarque, il leur sera loisible de s'en procurer un n'importe où, à la condition qu'il ne soit pas de la race des Hohenzollern.

Art. 5. Le roi de Saxe, qui doit à la France de n'avoir pas été annexé à la Prusse en 1866, ayant été assez stupide pour s'allier à la Prusse dans sa guerre contre nous, déposera immédiatement sa couronne.

Ses Etats seront annexés à l'Autriche.

Art. 6. — Le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg, le grand duc de Bade et le prince de Hesse, s'étant conduits à l'égard de la France comme des goujats et ayant fait massacrer bêtement leurs peuples au profit de la glotonnerie des susnommés Bismark et Guillaume Hohenzollern, seront vivement relevés de leurs fonctions dont ils se sont montrés indignes.

Ils pourront aller rejoindre leur ancien allié, l'ex-roi de Prusse, et deviser ensemble sur la fragilité des sceptres.

Le roi de Bavière devra emmener avec lui Richard Wagner.

Art. 7. — La France déclare qu'elle ne désire aucun agrandissement de territoire.

En conséquence, la Bavière, le Wurtemberg; le grand duché de Bade, la Hesse et les provinces rhénanes prussiennes formeront un ou plusieurs états indépendants avec un gouvernement républicain et fédératif sur le modèle de la Suisse.

Ce ou ces Etats prendront la dénomination de Confédération de l'Allemagne.

La Confédération de l'Allemagne sera déclarée neutre et sa neutralité mise sous la protection des grands Etats européens.

Art. 8. — Comme il est juste que la France soit indemnisée, soit des frais de la guerre, soit des désastres que les bandes allemandes, sous la conduite du nommé Guillaume Hohenzollern, lui ont causés en tuant ses citoyens sans défense, en massacrant ses paysans, en pillant ses villes, en dévastant ses campagnes, en incendiant ses maisons et ses fermes, en commettant, en un mot, des crimes indignes des nations civilisées, — l'Allemagne paiera les sommes désignées dans les articles suivants.

Art. 9. — La Prusse fouillera ses caisses, retournera ses poches et ses vieux bas pour octroyer à la France la somme de deux milliards en or ou espèces trébuchantes et sonnantes.

Art. 10. — La Bavière, le Wurtemberg, le

grand-duché de Bade, la Saxe et la Hesse se cotiseront pour compter à la France la somme de huit cent millions en or ou espèces trébuchantes et sonnantes.

Art. 11. — Les prétendues villes libres de Hambourg, Brême, et Lubeck, ayant la réputation d'être fort riches et s'étant montrées très acharnées contre la France sans cause appréciable, feront entre elles une souscription pour lui fournir la somme de deux cent millions en or ou espèces trébuchantes et sonnantes.

Art. 12. — Ces différentes sommes sont exigibles de suite; néanmoins, la France accordera généreusement six mois de répit pour le paiement, — mais les intérêts en seront dus à partir de ce jour, au taux de six pour cent l'an.

Art. 13. — Comme les souverains sont généralement les instigateurs et les promoteurs des guerres, les peuples d'Allemagne sont invités à retenir d'abord, — pour payer les démnités sus-énoncées, — tous les biens de leurs monarques.

Toutefois il sera laissé à Guillaume Hohenzollern 25 litres vieux rhum, 30 bouteilles de Champagne, ses télégrammes à Augusta et son casque à aiguille.

Le roi de Bavière pourra emporter son pian et les partitions de *Tannhauser* et de *Lohengrin*.

Le roi de Wurtemberg conservera sa houlette de pasteur de peuple.

Le roi de Saxe gardera son service *idem*.

Le grand-duc de Bade sera autorisé à prendre un rateau de croupier.

Le prince de Hesse s'en ira avec une schlague.

Art. 14. — Bismark comme principal auteur de tous les maux de la guerre de 1870 sera *abréuvé* de honte et ses propriétés de Varzin vendues au profit des blessés internationaux.

Ainsi fait, signé et exécuté de bonne foi, le 15 septembre 1870.

Pour la légalisation des signatures des diplomates absents.

LA MASCARADE.

Pour tous les articles non signés

Le Directeur-gérant, E.-B. LABAUME.

LYON. — Impr. LABAUME, cours Lafayette, 5.

ALLON CAPTIF

LA SILENCIEUSE